

Indemnités records

Par [JFB](#) le lun 07/09/2009 - 12:55

Malgré leur situation financière déplorable, plusieurs entreprises publiques semblent avoir payé des indemnités records à ses anciens cadres. A commencer par la société de transport de Budapest (BKV) où plusieurs milliards de HUF ont été versés à certains dirigeants alors que l'entreprise ne cesse de voir ses dettes augmenter. Ainsi les questions sur la rémunération des patrons des entreprises nationales se multiplient-elles.



Le premier scandale a éclaté lorsqu'il a été

rendu public que Eleonóra Szilágyi Szalai, dirigeante des ressources humaines au BKV, avait touché une indemnité d'un montant de 96 millions de HUF et qu'elle avait malgré tout continué à travailler pour l'entreprise. Les enquêtes internes ont également révélé que plus de 3 milliards de HUF ont été versés à une cinquantaine de cadres sur le départ depuis 2007 alors que la société a bénéficié de plusieurs crédits gouvernementaux pour éviter la faillite sur la même période. En effet, si la dette de l'entreprise s'élève à 78 milliards de HUF, cette situation financière catastrophique ne l'a pas empêchée de verser des indemnités de départ particulièrement élevées à ses anciens patrons. Les indemnités et autres primes de départs ayant été fixées dans les contrats de travail individuels, les dirigeants pouvaient réclamer des sommes de deux à trois fois plus élevées que les indemnités minimales définies par la loi. Le PDG de BKV, István Kocsis, s'est dit surpris par ces montants et a non seulement demandé des enquêtes internes mais également porté plainte pour escroquerie. Il a assuré n'avoir aucune responsabilité dans cette affaire mais nombreux sont ceux qui lui reprochent ses anciennes rémunérations. En effet,

cet homme d'affaires arrivé à la tête du BKV en septembre 2008 avait déjà occupé des postes à haute responsabilité dans la société ÁPV, chargée de la privatisation des entreprises d'Etat dans les années 1990, dans la centrale nucléaire de Paks ainsi que dans la société énergétique MVM, d'où il serait parti avec une indemnité de 80 millions de HUF. Le groupe parlementaire du parti socialiste (MSZP) a demandé son limogeage du BKV, mais en attendant le résultat des enquêtes, il n'a toujours pas quitté son poste.

La chasse aux responsables se poursuit également chez la société ferroviaire MÁV où environ 200 millions de HUF auraient été versés à titre d'indemnité en quelques années. Puisqu'il s'agit d'une entreprise qui est depuis longtemps connue pour son déficit et dans laquelle les gouvernements successifs ont injecté plus de 150 milliards de HUF chaque année afin de la sauver de la faillite, l'affaire est pour le moins délicate pour la direction.

Elle fait tout aussi bien réagir les partis parlementaires qui s'accusent mutuellement d'être impliqués dans les scandales. Rejoignant l'initiative de István Kocsis, le Fidesz, principal parti d'opposition, a par exemple déposé plainte contre X pour détournement d'argent et a demandé, une semaine plus tard, la révision de contrats conclus avec certains conseillers extérieurs du BKV. Selon les porte-paroles du parti, les habitants de la capitale paient aujourd'hui le prix d'une très mauvaise gestion des entreprises publiques par la coalition socio-libérale. Quant au maire de Budapest, Gábor Demszky (SZDSZ), il souhaite changer toute la direction du BKV depuis l'éclatement de ces scandales, un scénario auquel le parti socialiste semblait, dans un premier temps, favorable. En ce qui concerne le gouvernement, il a d'ores et déjà adopté un décret selon lequel toute entreprise publique ou appartenant à une collectivité locale devra publier la rémunération de ses dirigeants jusqu'au 15 septembre. Il prépare par ailleurs un projet de loi visant à limiter les indemnités de départ dans les entreprises publiques à six mois de salaire de base.

Le scandale tombe d'autant plus mal au BKV que l'entreprise se trouve de nouveau au bord de la faillite et cherche de nouveaux créanciers pour renflouer ses caisses. Selon la direction de la société, elle aurait besoin d'un crédit de 30 milliards de HUF car ses recettes n'assureraient les dépenses que jusqu'au mois de novembre. Confronté à la même situation l'année dernière, le gouvernement de Ferenc Gyurcsány avait accordé un crédit d'urgence de 10 milliards de HUF à l'entreprise, mais suite à la publication de ces indemnités astronomiques, le Premier Ministre actuel, Gordon Bajnai, a cette fois rejeté l'idée d'un nouveau crédit budgétaire. Il a

également refusé d'apporter une garantie gouvernementale à la société au cas où celle-ci obtiendrait un crédit auprès de la Banque hongroise de développement (MFB). Le Premier Ministre a en outre prévenu toutes les entreprises publiques qu'elles ne toucheraient aucune aide gouvernementale tant que la rémunération de leurs dirigeants ne serait pas assez transparente et éthique. De quoi tenter de rassurer une population scandalisée par cette affaire.

Anna Bajusz

- 1 vue

Catégorie

Agenda Culturel